



- « Rafle dans le quartier Nord : une cinquantaine de migrant arrêtés » : Communiqué de presse du Ciré - 6 septembre.

- Médecin du Monde réagit également dans les médias.

Rafle dans le quartier Nord : une cinquantaine de migrants arrêtés

Ce matin, une opération policière a été menée dans le quartier Nord, où plusieurs centaines de migrants survivent depuis plusieurs mois. Une cinquantaine d'entre eux ont été arrêtés. Cette intervention s'inscrit en droite ligne avec le refus affiché du gouvernement d'assumer ses responsabilités envers ces personnes en détresse, et avec sa volonté de démanteler au plus vite ce campement. Par tous les moyens et quelles qu'en soient les conséquences pour les migrants.

« Nous ne voulons pas d'une jungle de Calais à Bruxelles » déclarait ce matin le Ministre de l'Intérieur. C'est aussi ce que répètent depuis des semaines le CIRÉ, Vluchtelingenwerk et d'autres associations, en proposant la création d'un Centre d'Accueil et d'Orientation (CAO) et l'organisation de permanences juridiques. ^[1]Lire le [communiqué du 20/07/2017](#) réclamant la création d'un CAO

La seule réponse apportée jusqu'à présent par les autorités est celle du déni d'une situation d'urgence humanitaire, et de l'intimidation policière visant à disperser ces personnes, à les détenir en centres fermés, à les renvoyer vers le pays de leur entrée en UE, ou à les rejeter sur les routes. Loin des caméras, de l'aide des associations et de la solidarité citoyenne. Si le problème n'est plus visible, il n'y a plus de problème...

Malgré nos interpellations réitérées, le gouvernement maintient ces personnes dans une situation inextricable, en s'obstinant à leur refuser l'accès à une information juridique claire sur leur éventuel droit au séjour ou à la protection. Comment pourraient-elles décider d'entreprendre une quelconque procédure si leurs journées se passent à fuir le harcèlement policier, à trouver de quoi manger, se laver, un endroit où dormir... et si la seule information qui leur est offerte est celle de feuillets distribués par l'Office des étrangers (OE), qui disent en substance: « Si vous voulez vous rendre dans un autre pays d'Europe et que vous êtes coincé en Belgique, si la situation ici n'est pas celle que vous espériez, si vous avez pris des risques et dépensé de l'argent pour venir ici, prenez contact avec nous »...

Les migrants qui souhaiteraient introduire une demande d'asile ne le feront pas. Pas tant qu'ils n'auront pas reçu une information juridique claire et bienveillante. Pas tant qu'ils craindront de se faire arrêter et expulser s'ils franchissent les portes de l'OE. Pas tant que le règlement Dublin fera peser sur eux la menace d'un renvoi vers un autre pays européen, souvent l'Italie, où ils ne souhaitent pas rester et où leur installation n'est d'ailleurs pas



désirée...

Nous nous adressons une nouvelle fois aux autorités compétentes et leur réitérons notre proposition d'ouverture d'un CAO et de permanences juridiques. Il ne s'agit pas de déplacer le problème d'une plage ou d'un parc à l'autre. Il faut permettre à ces personnes de sortir de cette situation indigne, et aux institutions et associations dont c'est la mission de les y aider.

A ce sujet dans les médias:

MDM réagit également

De son côté Médecins du Monde continue à réclamer l'ouverture - au minimum - d'un centre d'accueil et d'information. L'ONG fait savoir que la situation au Parc Maximilien se détériore et de plus en plus de personnes ont besoin de soins médicaux. Lire [l'Appel à bénévoles de MDM](#).

MDM dénonce le harcèlement et l'intimidation dont sont victimes les migrants ainsi que le manque d'information des MENA. Selon Stéphane Heymans, directeur des opérations de MDM, « 15 à 20% » de mineurs non accompagnés, « qui ne savent pas qu'il y a un statut spécifique de protection pour eux en Belgique ».

Lire à ce sujet l'article [« Au coeur de Bruxelles, le spectre d'un « nouveau Calais » pour les migrants »](#) publié sur La Libre.

La Première, dans son émission radio CQFD, a invité Pierre Verbeeren (Médecins du Monde) et Cielte Van Achter (NVA, Parlement bruxellois) autour du sujet « Sans papiers : la Belgique manque-t-elle à ses devoirs humanitaires ? »

[Ecouter l'extrait de CQFD](#)